

et le ferai par la parole, par la critique et par la persuasion. Les fascistes veulent, eux, anéantir physiquement le Vorwaerts. Je te promets de défendre avec toi ton journal jusqu'à la limite de mes forces, mais j'attends de toi qu'au premier appel tu viennes aussi défendre la Rote Fahne quelle que soit ton attitude à son égard. » N'est-ce pas une façon irréprochable de poser la question ? Est-ce que cette façon ne répond pas aux intérêts élémentaires de l'ensemble du prolétariat ?

Le bolchévik ne demande pas au social-démocrate de modifier l'opinion qu'il a du bolchévisme et des journaux bolchéviks. Il ne demande pas davantage que le social-démocrate prenne l'engagement pour toute la période de l'accord, de taire l'opinion qu'il a du communisme. Cette exigence serait absolument inadmissible. « Aussi longtemps — dit le communiste — que je ne l'aurai pas ou que tu ne m'auras pas convaincu, nous nous critiquerons l'un et l'autre en toute liberté, en employant les arguments et les expressions que chacun de nous jugera nécessaires. Mais quand le fasciste voudra nous enfoncer un baillon dans la bouche, nous lui donnerons ensemble la riposte ! » Un ouvrier social-démocrate sensé peut-il opposer un refus à cette proposition ?

La polémique entre journaux communistes et social-démocrates, aussi acerbe qu'elle soit, ne saurait empêcher les typos de ces journaux de conclure un accord de combat pour organiser une défense commune de leurs imprimeries contre l'agression des bandes fascistes. Les députés social-démocrates et communistes au Reichstag et aux Landtags, les conseillers municipaux, etc., sont eux-mêmes obligés de se prêter main-forte quand les nazis font appel aux cannes et aux chaises. Faut-il encore des exemples ?

Ce qui est vrai dans chaque cas particulier est aussi vrai en règle générale : la lutte irréductible que se livrent la social-démocratie et le communisme pour la direction de la classe ouvrière ne peut pas et ne doit pas les empêcher de serrer les rangs quand les coups menacent l'ensemble de la classe ouvrière. N'est-ce pas évident ?

DEUX POIDS ET DEUX MESURES

Le Vorwaerts s'indigne de ce que les communistes accusent les social-démocrates (Ebert, Scheidemann, Noske, Hermann Müller, Grzesinski) de frayer la voie à Hitler. S'indigner est le droit légitime du Vorwaerts. Mais ce dernier va plus loin : comment pourrait-on, s'écrie-t-il, faire un front unique avec de tels calomnieux ! Qu'est-ce donc : sentimentalisme ? prudence sensiblerie ? Non, cela sent déjà l'hypocrisie. Au fait, les chefs de la social-démocratie allemande n'ont pas pu oublier que Wilhelm Liebknecht et Auguste Bebel ont maintes fois déclaré que la social-démocratie était prête, au nom d'objectifs déter-

minés, à s'entendre avec le diable et sa grand-mère. Les fondateurs de la social-démocratie ne demandaient nullement en l'occurrence que le diable relègue ses cornes au musée et que sa grand-mère se convertisse au luthérianisme. D'où vient donc cette prude sensiblerie chez les politiciens social-démocrates qui ont passé depuis 1914 par le front unique avec le Kaiser, Ludendorff, Grœner, Brüning, Hindenburg ? D'où viennent ces deux poids et deux mesures : les uns pour les partis bourgeois, les autres pour les communistes ?

Les leaders du Centre estiment que tout impie qui nie les dogmes de l'Eglise catholique, la seule qui sauve, est un homme perdu et dès lors voué à des tourments éternels. Cela n'a pas empêché Hilferding, qui ne doit pas particulièrement croire à l'immaculée conception, de réaliser le front unique avec les catholiques au gouvernement et au Parlement. Les social-démocrates ont créé avec le Centre le « front d'airain ». Or, pas un seul instant, les catholiques n'ont cessé pour cela leur intolérable propagande et leurs polémiques dans les églises. Pourquoi ces exigences de la part d'Hilferding à l'égard des communistes ? Ou une cessation complète de la critique réciproque, c'est-à-dire de la lutte de tendances dans la classe ouvrière, ou le refus de toute action commune. « Tout ou rien ! » La social-démocratie n'a jamais posé de tels ultimatums à la société bourgeoise. Tout ouvrier social-démocrate doit réfléchir à ces deux poids et deux mesures.

Qu'à un meeting quelqu'un demande aujourd'hui même à Wells comment il se fait que la social-démocratie, qui a donné à la république son premier chancelier et son premier président, ait conduit le pays à Hitler ? Wells répondra certainement qu'en grande partie, c'est la faute au bolchévisme. Il ne se passe pour ainsi dire pas de jour que le Vorwaerts ne rabâche cette explication. Croit-on qu'au nom du front unique avec les communistes il renoncera à son droit et à son devoir de dire aux ouvriers ce qu'il estime être la vérité ? Les communistes n'ont pas du tout besoin de cela. Le front unique contre le fascisme n'est qu'un chapitre du livre de la lutte du prolétariat. On ne saurait en effacer les précédents chapitres. On ne peut oublier le passé. On doit s'y instruire. Nous gardons le souvenir de l'alliance d'Ebert avec Grœner et du rôle de Noske. Nous nous rappelons dans quelles conditions sont morts Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht. Nous autres bolchéviks, avons appris aux ouvriers à ne rien oublier. Nous ne demandons pas au diable de se faire couper la queue : celui lui ferait mal et nous n'en tirerions aucun profit. Nous acceptons le diable tel que la nature l'a créé. Nous n'avons que faire du repentir des chefs social-démocrates et de leur fidélité au marxisme ; mais nous avons besoin de la volonté de la social-démocratie de lutter contre l'ennemi qui la menace elle-même de mort. De notre côté, nous sommes prêts à observer dans la lutte

commune tous les engagements que nous avons pris. Nous promettons de bien nous battre et de mener la lutte jusqu'au bout. Cela est largement suffisant pour un accord de combat.

VOS CHEFS NE VEULENT PAS COMBATTRE !

Néanmoins il reste encore à savoir pourquoi les chefs social-démocrates parlent de tout : des polémiques, de pacte de non-agression, des mœurs détestables des communistes, etc., au lieu de répondre à cette simple question : de quelle manière combattre les fascistes ? Pour la bonne raison que les chefs social-démocrates ne veulent pas combattre. Ils avaient espéré qu'Hindenburg les sauverait d'Hitler. Ils attendent maintenant quelque autre miracle. Ils ne veulent pas combattre. Ils en sont depuis longtemps déshabitués. La lutte leur fait peur.

Stampfer écrit à propos des actes de banditismes fasciste à Eisleben : « La foi dans le droit et la justice n'est pas encore morte en Allemagne », (Vorwaerts du 14 février.)

On ne saurait lire ces mots sans révolte. Au lieu d'un appel au front unique de lutte, une consolation de ratichon : « La foi en la justice n'est pas morte ». Or, la bourgeoisie a sa justice, le prolétariat à la sienne. Il n'y a pas de justice au-dessus des classes. L'injustice armée a toujours le dessus sur la justice désarmée. Toute l'histoire de l'humanité en est une preuve. Qui en appelle à ce fantôme évident trompe les ouvriers. Qui veut la victoire de la justice prolétarienne sur la violence fasciste, doit convier à la lutte et créer les organes du front unique prolétarien.

Impossible de trouver dans toute la presse social-démocrate une seule ligne attestant une préparation réelle à la lutte. Il n'y a rien, en dehors de phrases générales, de renvois à un avenir incertain, de consolations nébuleuses. « Que les nazis essayent, et alors... » Et les nazis essayent. Ils avancent pas à pas, s'emparent tranquillement d'une position après l'autre. Ces mal-faisants petits bourgeois réactionnaires n'aiment pas le risque. Or, ils n'ont pas besoin de risquer quoi que ce soit : ils sont sûrs d'avance que l'ennemi reculera sans combat. Et ils ne se trompent pas dans leurs calculs.

Certes, il arrive parfois que le combattant doit reculer afin de mieux prendre son élan et bondir. Mais les chefs social-démocrates ne se disposent pas à bondir. Ils ne veulent pas bondir. Et toutes leurs dissertations se ramènent à dissimuler ce fait. Tout d'abord, ils déclaraient que tant que les nazis ne quittent pas le terrain de la légalité, il n'y a pas lieu de combattre. Or on voyait bien ce qu'était cette « légalité » : un coup d'Etat en plusieurs échéances. Or, ce coup d'Etat n'est possible que parce que les chefs social-démocrates endorment les ouvriers par des phrases sur la légalité du coup d'Etat et les consolent par l'espoir

d'un nouveau Reichstag encore plus impuissant que les précédents. Les fascistes ne sauraient rien désirer de mieux.

Aujourd'hui, la social-démocratie a cessé de parler de luttes mêmes pour un avenir indéterminé. Au sujet de l'écrasement déjà commencé des organisations et de la presse ouvrières, le Vorwaerts « rappelle » au gouvernement de ne pas oublier que dans un pays capitaliste évolué les conditions de la production groupent les ouvriers dans les usines. Ces paroles signifient que la direction de la social-démocratie accepte d'avance l'écrasement des organisations politiques, économiques et culturelles créées par trois générations du prolétariat. Les ouvriers resteront « quand même » groupés par les entreprises elles-mêmes. Dès lors, à quoi bon les organisations prolétariennes si la question est aussi simple à résoudre ?

Les dirigeants de la social-démocratie et des syndicats se lavent les mains, se mettent à l'écart et attendent. Si les ouvriers eux-mêmes, « groupés par les entreprises », rompent les rets de la discipline et entament la lutte, les chefs, évidemment, interviendront comme en 1918, en qualité de pacificateurs et de médiateurs et s'efforceront sur le dos des ouvriers de rétablir leurs positions perdues.

Les chefs masquent aux yeux des masses leur refus de combattre et leur peur de la lutte par des paroles creuses au sujet d'un pacte de non-agression. Ouvriers social-démocrates, vos chefs ne veulent pas combattre !

IL S'AGIT DONC D'UNE MANŒUVRE ?

Là encore le social-démocrate nous interrompra pour nous dire : « Puisque vous ne croyez pas au désir de nos chefs de combattre le fascisme, c'est donc que votre proposition de front unique est une simple manœuvre ? » Plus loin il répétera la réflexion du Vorwaerts, à savoir que les ouvriers ont besoin d'unité et non pas de « manœuvre ».

Ce genre d'argument a l'air assez convaincant. En réalité, c'est une parole creuse. Oui, nous autres communistes sommes certains que les fonctionnaires social-démocrates et syndicaux continueront à esquiver la lutte de toutes leurs forces. Au moment critique une grande partie de la bureaucratie ouvrière passera ouvertement aux fascistes. L'autre partie qui aura réussi à transférer à l'étranger les « économies » bien acquises émigrera en temps opportun. Tous ces actes ont déjà commencé et ils sont appelés à se développer inévitablement. Mais nous ne confondons nullement cette partie, aujourd'hui la plus influente de la bureaucratie réformiste, avec le parti social-démocrate ou l'ensemble des syndicats. Le noyau prolétarien du parti combatta à coup sûr et entraînera derrière lui une grande partie de l'appareil. Où passera la ligne de démarcation